

PARIS

1 franc 50 cent.

PAR MOIS.

DÉPARTEMENT

3 fr. par mois.

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et  
16 de chaque mois.

# LA TRIBUNE

DE 1848.

INSERTIONS.

75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont  
expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECTEUR-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN  
CHIEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

SOMMAIRE.

Séance de l'Assemblée nationale. — Un million pour les ateliers nationaux. — Victoire remportée par les Italiens sur l'armée autrichienne. — Nouveaux troubles à Vienne. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles des départements. — Nouvelles arrestations. — Candidature de M. Victor Hugo. — Nouvelles importantes des troubles de Lyon. — Lettre du P. Lacordaire à ses électeurs. — Accident arrivé aux courses de Versailles. — Cours de la Bourse.

## Paris, 22 Mai.

### Encore la Pologne!

Demain mardi, l'Assemblée nationale reprendra cette discussion sur l'Italie et la Pologne, que l'émeute est venue si audacieusement interrompre, et qui a servi de prétexte à la violation de la représentation nationale.

Nous croyons qu'en autorisant les interpellations demandées, en permettant de raviver une question qui a mis la République à deux doigts de sa perte, l'Assemblée commet une impardonnable imprudence, d'autant plus impardonnable qu'elle pouvait écarter la question par un ordre du jour pur et simple, sans craindre de soulever le moindre blâme.

Cependant, puisque la discussion est acceptée, il faut du moins qu'elle porte ses fruits et qu'elle ait un résultat utile. Il faut que tout ce qu'il y a dans l'Assemblée d'hommes de sens, se réunissent pour faire justice de toutes les déclamations, de tous les sophismes dont, depuis dix-huit ans, la question polonaise a été l'occasion et le texte. Il faut arracher enfin au parti du désordre cette arme dangereuse; il faut signaler au bon sens national le donquichotisme politique, qui n'est, le plus souvent, qu'une rouerie d'ambitieux, qu'un lien commun destiné à enflammer l'imagination de la foule, et à la rendre complice de projets subversifs.

Le premier partage de la Pologne date de trois quarts de siècle, de 1772; les plus vieux d'entre nos vieillards ne l'ont point vu. C'est un de ces actes de la politique de nos pères, un de ces crimes de lèse humanité dont le redressement ne saurait avoir été légué à leurs enfants.

L'iniquité de 1772 s'est renouvelée en 1792, il y a plus d'un demi-siècle; ses derniers actes, enfin, ont été consommés il y a trente-trois ans, en 1815.

C'est donc une iniquité politique qui a déjà trois-quarts de siècle de durée, dont on demande la réparation. Cette seule donnée suffit pour caractériser la question de nouveau soulevée, pour en faire comprendre la véritable portée.

Que demandent les prétendus amis de la Pologne? une intervention armée de la France pour rétablir la nationalité polonaise. Admettons que cette intervention ait lieu, et qu'au prix de notre sang le plus pur et d'énormes sacrifices, le succès la couronne; où s'arrêtera-t-on dans cette voie? La nationalité polonaise est-elle la seule qui ait à revendiquer ses droits? L'Irlande n'est-elle pas dans une position identique? Après avoir fait la guerre à la Russie pour rétablir la Pologne, faudra-t-il l'entreprendre contre l'Angleterre pour reconstituer l'Irlande comme nation? Après la guerre continentale, la guerre maritime? Et les chrétiens du Liban qui, depuis tant d'années, nous tendent les bras, faudra-t-il, sur la motion de M. de Falloux ou de M. Lamartine, leur persévérant défenseur, entreprendre une croisade nouvelle pour les affranchir du joug musulman.

Mais pendant que la France serait en veine d'héroïsme et de chevalerie, après avoir prodigué le sang de ses enfants et le produit de ses sueurs pour des nationalités étrangères, ne pourrait-elle pas aussi songer à elle-même, et à celles de ses propres possessions que le sort des armes lui a enlevées?

Nous ne parlons pas seulement de la Savoie, de la Polignac et de la ligne du Rhin qu'il lui faudrait reprendre; mais le Canada, que lui a traitreusement ravi l'Angleterre; mais la Louisiane que se sont appropriés les États-Unis, ces précieuses possessions, pourquoi ne ferait-elle pas la guerre pour les reconquérir?

Nous n'en dirons pas davantage. Nous croyons avoir démontré que le principe en vertu duquel on invoque l'intervention de la France en faveur de la Pologne, nous conduirait nécessairement, et en bonne logique, à refaire la carte de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique.

C'est en avoir démontré l'absurdité radicale. Une grande nation, comme un individu sensé, ne doit faire que ce qui est faisable, que ce qui est dans les limites de la raison et du sens commun. En dehors de cette ligne, il n'y a que de l'éloquence déclamatoire, que des phrases plus ou moins sonores, que du bruit, que des sophismes au service d'ambitions déçues ou d'instigateurs de désordres. Espérons que l'Assemblée nationale en fera, demain, bonne et complète justice.

MM. Cousin et Reynaud sont au nombre des camouflets dont nous avons déjà commencé à donner la liste.

M. COUSIN.

Membre du conseil royal.	10,000 fr.
Professeur.	6,000
Logement.	2,000
Frais d'examen (au moins).	10,000
Membre de l'Académie française.	1,800
Membre de l'Académie des sciences morales.	1,800
Membre de la commission du Dictionnaire.	2,000
Rédacteur du <i>Journal des savants</i> , payé par l'État.	4,500
Rédacteur du <i>Bulletin de l'Académie des sciences morales</i> .	1,000
	36,100

M. REYNAUD.

Conservateur à la Bibliothèque nationale.	5,000 fr.
Logement.	2,000
Directeur des langues orientales.	2,000
Professeur à la même école.	5,000
Membres de l'Académie des inscriptions.	1,800
Membre de la commission des médailles à la même Académie.	2,000
Membre de la commission de l'Histoire des Croisades.	2,000
Membre de la commission des extraits et notices des manuscrits.	1,500
	21,500 fr.

Une dépêche télégraphique, reçue ce matin à dix heures et demie, annonce qu'à la suite d'un mouvement révolutionnaire à Vienne, le 16, une assemblée constituante unique remplace la constitution récemment établie. Le vote universel est accordé.

### BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. FRANCFORT, 18 mai. — Les députés de l'Assemblée nationale ont déjà tenu une séance préparatoire, dans laquelle ils ont désigné le président d'âge. (*Feuille de Francfort.*)

Le 19 mai. — Hier après-midi, à quatre heures, a eu lieu l'ouverture de l'Assemblée nationale. Les députés se sont rendus en cortège solennel de la salle dite des Empereurs du Romer à l'église de Saint-Paul, au bruit des cloches et de l'artillerie, dont les pièces étaient dressées sur les rives du Mein. Un bataillon de la garde nationale formait la haie depuis le Romer jusqu'à l'église de Saint-Paul, pour faire les honneurs aux députés.

Le président d'âge, M. le docteur Lange du Hanovre, a ouvert la séance par une courte allocution adaptée à la circonstance, sur quoi l'Assemblée s'est déclarée constituée.

Il a été donné lecture d'une lettre de félicitation adressée par la diète et ainsi conçue :

La force des événements extraordinaires, le désir qui s'est hautement manifesté dans toute notre patrie, et ce qui en a été le résultat, l'appel des gouvernements, ont conduit ici dans cette heure solennelle une assemblée telle qu'il n'en existe pas de pareille dans l'histoire de notre pays.

L'ancienne vie politique a été ébranlée dans ses fondements, et

il s'élève un nouveau pouvoir, salué par les acclamations de tout le peuple allemand : le Parlement allemand.

Les gouvernements allemands et leur organe commun, la diète, unie avec le peuple allemand dans un égal amour pour notre propre patrie et sincèrement attachés à l'esprit nouveau du siècle, tendent la main, en témoignage de bien-venue, aux représentants de la nation et désirent que leurs travaux aient des résultats prospères.

Francfort-S.-M., le 18 mai 1848.

LA DIÈTE.

En son nom : COLLORO.

Le président, COLLORO.

L'Assemblée a décidé ensuite d'adopter provisoirement un projet de règlement rédigé par MM. Schwarzenberg, R. Mohl et Marshall, et de nommer une commission de 15 membres pour présenter un rapport sur l'adoption définitive de ce projet.

L'Assemblée, après avoir encore décidé de nommer demain un président provisoire, s'est séparée à 7 heures.

Les débats, sans avoir porté sur des points bien graves, ont été extrêmement animés, ce qui s'explique par le manque d'un règlement, lacune qui est comblée maintenant, et par la circonstance que le doyen d'âge ne paraît pas familiarisé avec la direction des débats d'une grande assemblée parlementaire. Le nombre des membres présents s'élevait à près de 400.

Dans sa séance d'aujourd'hui, M. le baron Henri de Gagern a été élu président par 505 voix sur 597 votants, et M. de Soiron, vice-président de ladite assemblée. L'assemblée a ensuite passé à l'organisation des sections pour la vérification des pouvoirs.

Dans la matinée du 18, le comité des 50 a déclaré, par l'organe de son président, M. de Soiron, que la réunion de l'assemblée nationale mettait fin à sa mission, et qu'en conséquence il se considérait comme dissous.

On écrit de Breslau qu'une diète slave va se constituer sur le modèle de la diète allemande de Francfort; elle se réunira à Prague le 31 mai. Déjà un grand nombre d'habitants de Posen et de la Galicie font leurs préparatifs pour assister à l'ouverture de cette assemblée, dont la réunion est un événement dont nous n'avons pas besoin de faire ressortir l'importance.

MAGDEBOURG, 18 mai. De nombreuses signatures sont apposées ici publiquement sur deux mémoires préparés par le conseil municipal et les représentants de la ville, devant être adressés au ministère, à Berlin, et dans lesquels les habitants de Magdebourg protestent, avec énergie, contre l'indigne terrorisme exercé sur la population de Berlin par des certains Jund, Eichler et Held, et qui maintient surtout dans les classes ouvrières un état fiévreux de malaise et de trouble. On est tellement irrité ici contre ces factieux de Berlin, qu'il ne faut qu'une initiative pour que des milliers de Magdebourgeois marchent sur Berlin pour purger la capitale de ce fléau. (*Gazette de Cologne.*)

ANGLETERRE. LONDRES, 20 mai. — (Cité trois heures.) Les fonds ont flotté; ils ont été faits à 83 7/8 à 84, d'après les nouvelles d'Irlande et du continent: maintenant ils sont à 84 1/8 1/4, nouv. 5 1/4, 85 3/4; 3 p. 0/0, 82 3/4; actions de la banque, 190 à 192; bons de l'échiquier, 45 à 47. Les fonds étrangers sont fermes, fonds espagnols, 15; nouv. 3 p. 0/0, 25 1/4; mexicains, 15 3/4. Les lignes françaises des chemins de fer se traitent mieux. (*Globe.*)

Une députation de l'association du repeal, ayant en tête Maurice O'Connell, est venue féliciter MM. O'Brien et Weagher, à l'occasion de l'issue de leur procès de la cour du banc de la reine. L'entrevue a été touchante; de part et d'autre on a protesté du dévouement le plus absolu pour la cause commune. MM. O'Brien et Weagher ont serré la main aux membres de la députation. (*Morning-Chronicle.*)

La séance de la chambre des lords du 19 n'a pas offert d'intérêt. La chambre des communes, le même jour, ne s'est occupée que de discuter les diverses clauses du bill de salubrité publique. (*Times.*)



— On dit qu'il y a eu des actes de mutinerie à bord du vaisseau le *Pince-Régent*, faisant partie de l'escadre de l'amiral sir Ch. Napier, à Cork, et que plusieurs individus ont été mis aux fers; c'est ce qui aurait déterminé sir Ch. Napier à ramener les bâtiments anglais, afin de soumettre l'affaire au conseil de guerre. (Daily-News.)

— On écrit de Dublin, vendredi soir : Les commissaires de la police de Dublin ont fait afficher une proclamation contre les attroupements et les processions dans les rues. On annonce que les clubs confédérés doivent lancer un défi aux autorités et se mettre en mouvement ce soir. Le gouvernement a pris des mesures pour que sa proclamation soit respectée, et l'on craint une collision. (Sund.)

**AUTRICHE. VIENNE, 16 mai.** Hier, les étudiants ont tenu des assemblées dans lesquelles des discours violents ont été prononcés. Une partie des ouvriers s'est jointe à eux. Le soir, les rues et les places publiques, dans le voisinage du château, étaient remplies de bourgeois et d'étudiants. Les soldats avaient occupé le château, le glacis et les remparts. Les corporations académiques, qui sont membres de la garde nationale, avaient préparé une pétition. Une troupe armée les accompagna. Admises dans le château, elles présentèrent au conseil des ministres une pétition contenant les points suivants :

Révocation de l'ordre qui dissout le comité politique de la garde nationale. Révocation de la loi électorale et promulgation d'une nouvelle loi établissant une chambre, ou du moins annonçant une autre composition de la première chambre; sans nomination par l'empereur et avec exclusion des princes impériaux. Sortie des militaires de la ville: ils ne devront occuper les postes qu'avec la garde nationale, et ne rentrer que sur la demande du commandant. — Le même jour, le ministère de l'intérieur a fait afficher un avis portant que l'ordre du jour de la garde nationale du 13 mai était retiré et que les deux autres points de la pétition étaient accordés.

Le projet de constitution du 25 avril 1838 sera soumis à la délibération des états, et les dispositions de la loi électorale qui ont donné lieu à des réclamations, seront soumis à un nouvel examen. Comme, par suite de ces concessions, la constitution ne sera faite que par les états, il n'y aura, pour la première diète, qu'une seule chambre, et aucun cens ne sera exigé pour les élections. (Indicateur politique prussien.)

— Le comité central de la garde nationale voulait se constituer aujourd'hui; mais M. de Pillersdorf, le ministre de l'intérieur, dont la popularité diminue chaque jour, a résolu de dissoudre ce comité. Il prétend que ce comité serait un état dans l'état, et lui reproche même d'avoir voulu former un gouvernement provisoire.

Le commandant en chef de la garde nationale a adressé un ordre du jour à la garde. Une foule d'individus des faubourgs descendirent dans la ville et affichèrent des placards contre l'impératrice-mère et la municipalité. L'effervescence des esprits augmente; l'autorité a pris des mesures. La garnison n'a pas quitté les armes pendant toute la nuit.

A dix heures, nous avons entendu battre le rappel pour la garde nationale.

Les Slaves intriguent toujours. On croit que le ministre de l'intérieur donnera bientôt sa démission. (Gazette de Breslau.)

**ESPAGNE. MADRID, le 16 mai.** Bourse de Madrid du 16 mai. 3 p. 0/0, 22, 21 1/2 à 22 au comptant (après la bourse,) 21 7/8 à 22 argent; 5 p. 0/0, 14 papier (après la bourse, 13 7/8 argent.)

— On dit qu'avant-hier, vers les neuf heures du soir, un soulèvement a eu lieu dans les rangs d'un bataillon du régiment de Guadalajara, en garnison à Séville.

— On parle aussi d'un mouvement qui aurait éclaté à Pego, village où résident de nombreux contrebandiers de la province de Valence. A la tête de ce mouvement étaient deux ex-officiers des corps francs. Après avoir crié Vive la République! ils se sont retirés dans la montagne.

M. de la Escosura (Narciso), qui a été récemment arrêté à Tolosa, vient d'être amené sous bonne escorte à Madrid. On croit qu'il sera traduit devant un conseil de guerre.

**HONGRIE. PESTH. — 12 mai.** — La nuit a été calme; une enquête est commencée; beaucoup d'officiers sont arrêtés; la diète est convoquée. Dans une lettre autographe de S. M. l'empereur à l'archiduc Etienne, le prince reçoit l'invitation de rétablir promptement l'union entre la Hongrie, la Croatie, l'Esclavonie et la Dalmatie. (Gazette de Breslau.)

**ITALIE.** On lit dans la *Gazette Piémontaise* du 18, les nouvelles suivantes de l'armée :

« Somma Campana, le 14 mai.

« Aujourd'hui, Peschiera, pressé plus étroitement par nos

troupes, a commencé le feu, qui a été presque inoffensif, et s'est borné à une inutile canonnade. Les travaux de nos sapeurs continuent avec activité. En dehors, l'ennemi n'a fait aucune attaque ni aucun mouvement qui puisse faire présumer de ses intentions.

— Hier, les troupes toscanes et napolitaines ont soutenu un assaut vigoureux de la garnison de Mantoue, vis-à-vis des positions de Curtasone et de Montanare. Le combat a duré environ trois heures. Les Autrichiens, au nombre de 4,000 hommes, ont fini par être repoussés sous les murs de Mantoue, après avoir éprouvé des pertes considérables et laissé le chemin jonché de morts et de blessés. Nos alliés n'ont eu que 9 morts et 55 blessés.

« Le chef d'état-major général, DI TALASCO. »

— La chambre des députés de Turin, dans la séance du 16, a nommé son bureau définitif. M. Gioberti a été élu président, par acclamation. Une première épreuve ayant paru douteuse pour la nomination de deux vice-présidents, on a immédiatement procédé à une seconde, qui a désigné MM. Gaetano Demorchi et le professeur Merlo.

— On lit dans le *Vingt-deux mars* une note du gouvernement provisoire de Venise adressée au gouvernement provisoire de Milan, en date du 12 mai, par laquelle ce gouvernement déclare sa franche et complète adhésion à ce qui sera décidé sur le sort politique du royaume lombard-vénitien par l'assemblée nommée à cet effet.

— Hier soir, on remarquait une grande agitation dans les groupes nombreux qui s'entretenaient des affaires politiques du jour; mais nous sommes heureux d'avoir vu que ces discussions qui se passaient dans les promenades les plus fréquentées, n'ont pas un instant troublé la tranquillité. C'est vers les dix heures qu'est arrivé un bataillon du régiment d'Este, qui a déserté, et qui est composé d'environ 240 hommes. Il y a eu illumination de la ville en réjouissance de l'arrivée de ces nouveaux hôtes. (Gaz. de Milan.)

— On trouve dans la *Gazette de Venise* une proclamation du gouvernement de la république engageant ses concitoyens à persévérer dans leurs efforts et à continuer à aider leurs frères dans la guerre dont le but est de chasser les Autrichiens.

## BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

Les détails donnés par le *Courrier de Lyon* sur la tentative faite contre M. Tabouret pour délivrer les prisonniers détenus du Palais de Justice présentent beaucoup de gravité. Une centaine d'hommes armés, drapeau déployé et tambour battant, sont descendus dans la soirée de la Croix-Rousse, précédés et suivis par un nombre à peu près égal d'enfants en blouse. Ils ont traversé toute la ville sans rencontrer la moindre résistance, et se sont présentés devant la porte de la prison, rue Saint-Jean, où ils ont de nouveau réclamé la délivrance des prisonniers avec cris et menaces.

Le Palais de Justice et la prison étaient gardés par de nombreux détachements de gardes nationaux, de gardes civiques et de troupes de ligne. Le régiment de dragons défilait en ce moment même sur le quai, et contournait l'édifice menacé. Une tentative de vive force était impossible, et, sur le refus qu'ils avaient éprouvé, les assaillants s'en seraient probablement allés comme ils étaient venus; mais en ce moment M. Tabouret, le substitut dont nous avons annoncé l'arrestation, et qui avait été remis en liberté, se trouvant au Palais de Justice, a cru devoir descendre dans la rue pour haranguer les groupes de mécontents et leur faire entendre raison. Il a eu de plus l'imprudence de se faire connaître par son nom et sa qualité à ceux qui l'entouraient.

Il a été immédiatement saisi au collet, garrotté et entraîné à la Croix-Rousse par une troupe d'individus sans armes, en vue même de la force armée qui gardait le Palais de Justice. Sur le pont de la Liberté (ex-pont de Nemours), un détachement d'une centaine de gardes nationaux armés passait, conduit par un capitaine d'état-major.

Cet officier, prévenu par un citoyen de l'approche du rassemblement et de l'attentat commis sur la personne d'un magistrat, ne fait aucun cas de l'avis et se croise avec le rassemblement sans faire la moindre tentative pour délivrer l'infortuné substitut qui a été de nouveau conduit à la Croix-Rousse et écroué à la prison municipale de la rue du Chariot-d'Or, où il est, dit-on, encore retenu aujourd'hui.

Le rappel battait dans tous les quartiers. Une collision semblait imminente. La cour d'appel entraînait en séance pour délibérer sur la question d'évocation.

Cependant les autorités rassemblées délibéraient, et le résultat de leur délibération était la restitution des personnes, qui ont été mises en liberté au nombre de sept.

Pendant ce temps, la Croix-Rousse était en proie à une agitation plus vive encore. Le tocsin sonnait, la générale battait, on

criait : « Aux armes ! » des barricades s'élevaient, l'une aux Pierres-Plantées, au sommet de la Grand'Côte, l'autre en arrière, à la porte des deux communes, une troisième à l'extrémité opposée de la Grande Rue, du côté de la Boucle. Des sentinelles étaient placées en vedette sur toutes les issues; des canons étaient braqués au débouché de cette ville. On laissait encore entrer, on ne laissait plus sortir personne.

Cependant un peu de calme a paru se rétablir dans la soirée, après que la mise en liberté des prisonniers a été connue.

Ce matin, 19 mai, la Croix-Rousse est toujours barricadée. Le drapeau rouge flotte sur la barricade élevée à la porte des Bernardins, des sentinelles veillent auprès. Les piétons peuvent encore circuler, mais les voitures ne peuvent pénétrer que par les rues latérales. Cependant les canons qui avaient été braqués hier ont été retirés.

Malgré la délivrance des personnes, M. Tabouret et les deux agents de police sont toujours retenus comme otage à la Croix-Rousse. Maintenant les ouvriers élèvent une nouvelle exigence, c'est la mise en liberté d'une cinquantaine de détenus incarcérés antérieurement pour faits analogues. On craint de nouvelles démonstrations pour la journée.

— On lit dans l'*Union nationale* de Lyon du 21 :

Hier, le bruit s'est répandu que M. Laforest, maire provisoire, arrivait incessamment avec M. Emile Thomas, nommé préfet de la République pour le département du Rhône. Nous appelons de tous nos vœux la confirmation de cette nouvelle. Il est temps qu'un pouvoir régulier s'établisse parmi nous, et vienne imprimer aux affaires la direction d'ordre et de vraie liberté qui leur manque depuis si longtemps. Le préfet de la République peut compter sur le concours de tous les bons citoyens.

— On lit dans le *Nouvelliste* de Marseille du 19 :

Le comte de Villa-Nova, ex-duc de Parme, est passé incognito dans notre ville. L'ex-prince avait établi, à son départ de Parme, un gouvernement provisoire qui n'a pas été ratifié par le peuple.

— Au dernier marché de Périgueux, il a été vendu 13 hectolitres de froment à raison de 17 fr. 50 c. chaque, 5 à 16 fr. 75 c., et 2 à 16 fr. 50 c. — Il a été vendu un hectolitre de maïs au prix de 8 fr. 75 c. et 14 hectolitres à raison de 8 fr. 50 c.

— On lit dans le *Patriote jurassien* du 19 :

Il y a en ce moment à Besançon près de 600 Allemands. Il en est arrivé à Lohs-le-Saunier et dans d'autres villes de la province.

Le gouvernement français les a fait partir de Strasbourg et des environs et les a disséminés en divers pays et par petites troupes, pour céder aux réclamations du grand-duché de Bade; mais il ne les perd pas de vue pour pouvoir les former en corps d'avant-garde et en éclaireurs de notre armée, si la guerre venait à éclater contre l'Allemagne.

— Nous lisons dans le *Glaneur de Chartres* du 21 :

Nous avons entendu dire qu'une visite domiciliaire a été faite chez la sœur du citoyen Blanqui, qui demeure à Aunay-sous-Auneaux; visite qui avait pour but, sans doute, soit de rechercher Blanqui lui-même, soit des papiers; mais, assure-t-on, on n'a rien découvert.

— On écrit de Fécamp, le 20 mai :

Un général et un colonel d'artillerie sont venus hier visiter les batteries de notre côte. Leur tournée a pour but, dit-on, l'armement immédiat et général du littoral.

## NOUVELLES DIVERSES.

La députation des noirs affranchis a été conduite par le citoyen Mazuline, avec cette inscription à leur bannière : *Vive la République française, qui rend aux noirs la liberté!*

— Le citoyen Canart (Honoré), du 5<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> légion de la banlieue, qui avait eu le cou traversé par un coup de feu tiré d'une fenêtre du passage Molière, dans la nuit du 15 au 16 mai, a succombé hier à son affreuse blessure, à l'hospice Saint-Antoine où il avait été transporté.

Les honneurs funèbres seront rendus mardi à ce brave citoyen, en vertu des ordres du ministre de l'intérieur. Des détachements du bataillon de Charonne et des 6<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> légions de Paris, ayant à leur tête les maires de ces arrondissements, assisteront au convoi.

— L'un des individus arrêtés, à l'occasion du complot du 15 mai, M. Villain, président du club des Droits de l'Homme, est un des inculpés du fameux procès d'avril. Il coopéra surtout à l'évasion des prisonniers de Sainte-Pélagie à cette époque, en aidant à creuser le souterrain au-delà duquel MM. Etienne Arago et Barbes attendaient leurs amis. M. Louis Blanc cite M. Villain dans son *Histoire de dix ans*, pour cette évasion. M. Villain, condamné par contumace à quinze ans de détention, passa successivement en Belgique et en Angleterre, où il essaya de propager plusieurs



inventions qu'il avait faites. Il revint en France et éleva à la Chapelle un établissement qui ne réussit pas. Persévérant et non découragé, il entreprit une nouvelle chose. Au moment où la révolution de février a éclaté, il s'occupait avec succès d'un système de rails qui devait diminuer de plus de moitié la dépense des voies de fer. M. Villain est un homme d'une grande énergie et d'une force physique très-remarquable.

Le pompier qui, lors de l'envahissement de l'Assemblée nationale, et au plus fort du tumulte, a été remarqué à la tribune, brandissant un sabre et proférant des cris séditieux, a été arrêté samedi, rue des Tournelles, par les soins d'un agent de police employé au commissariat de police de la rue des Petites-Ecuries. Cet individu se nomme Degré (Paul); il est artiste peintre, et demeure à Montargis, où il préside un club.

Le bruit s'était répandu à Orléans que des poignards avaient été commandés à un fondeur de la ville par un inconnu, qui en avait payé le prix en les retirant des mains du fabricant. Ce bruit était malheureusement fondé, et la justice est saisie de cette affaire.

Un gamin, le vrai type, du gamin de Paris, demandait à un bourgeois: «Combien me serait-il revenu pour ma part sur le milliard de M. Barbès? — Mais, 15 francs à peu près, tous frais de perception déduits. — Et vous, combien auriez-vous payé pour parfaire la somme? — Mais, 2,000 francs environ. — Tiens, c'est bêtise; j'aurais cru que ça vous aurait coûté 15 fr. et que ça m'en aurait rapporté 2,000. Si c'est comme ça, M. Barbès peut bien s'en passer de son milliard. Je ne recommence pas une journée comme celle-là pour 15 francs.

Un incident, de médiocre importance d'ailleurs, a signalé le trajet de Paris à Vincennes, de la voiture qui emmenait les personnes de l'hôtel de ville. Lorsqu'on fut arrivé aux portes du fort, le commandant de l'escorte désigna ceux des hommes qui devaient accompagner chacun des prisonniers jusqu'à la chambre qui lui était assignée pour prison. Parmi ceux à qui la garde de Barbès fut ainsi remise, se trouvait le fils d'un de nos auteurs dramatiques.

Ce jeune homme, voyant que le prisonnier avait la tête couverte d'un mouchoir, lui demanda s'il n'avait pas oublié son chapeau dans la voiture. Barbès répondit d'abord par un signe de tête négatif; puis se ravisant:

«F... non! Je l'ai perdu dans la bagarre. Mais, bah! j'irai un de ces jours en chercher un autre chez mon chapelier.»

Ce furent les seules paroles qu'il prononça. Du reste, sa figure ne trahit aucune émotion, et c'est à peine s'il jeta un coup d'œil rapide sur le git qu'on lui donnait.

Parmi les individus arrêtés dans la journée d'avant-hier se trouve M. Marche, cet intrépide et audacieux ouvrier qui, dans la journée du 25 février dernier, est parvenu, par son énergique langage, à arracher, séance tenante, le fameux décret relatif à l'organisation du travail, et qui, employé au chemin de fer du Nord, a organisé la grève qui dure encore maintenant.

Il est arrivé hier à Paris, par le chemin de fer du Nord, une colonne d'environ cinq cents Polonais renvoyés du territoire prussien.

Hier, vers une heure de l'après-midi, deux hommes vêtus en bourgeois se sont présentés au palais des Tuileries, et ont ordonné impérieusement aux deux dragons placés en vedette au guichet de l'Echelle de les suivre. Sur le refus énergique des dragons, la foule s'est amassée; un garde du château est aussitôt intervenu et a demandé à ces deux hommes de vouloir bien exhiber leurs ordres ou au moins les insignes de leurs fonctions. Sur leur refus, un officier d'état-major qui se trouvait là crut devoir les inviter à venir s'expliquer à l'état-major de la garde nationale; même refus de la part de ces individus; qui, désespérant sans doute d'arriver à leurs fins, et, sans attendre de nouvelles questions, crurent prudent de se perdre dans la foule.

On se perd en conjectures sur les projets de ces hommes, qui à coup sûr ne peuvent être que des anarchistes.

On lit dans le *Patriote Jurassien*:

Dimanche dernier, le nommé David, garde-forestier aux Nans, canton de Nozeroy, est décédé, atteint d'*hydrophobie*, après 24 heures passées dans des douleurs atroces.

Voici comment ce malheureux garde a été atteint de cette cruelle maladie.

Il y a environ sept semaines, le sieur David, étant dans l'exercice de ses fonctions, entra par hasard, suivi de son chien, dans une ferme du hameau de la Joux; celui-ci ne tarda pas à entrer en lutte avec le chien de cette ferme. David, voulant alors les séparer, fut mordu au doigt; mais sa blessure était si légère qu'il n'y fit pas attention.

David avait entièrement oublié cette fatale circonstance, lors-

que, samedi, il fut subitement pris par des douleurs assez vives, et dont la cause, au premier abord, lui paraissait inexplicable; cependant cet homme, livré à une inquiétude terrible, se souvint alors de la morsure qu'il avait reçue au doigt. Dès ce moment il n'eut plus de doutes. «Je suis enragé!» s'est-il écrié plusieurs fois avec désespoir.

Le malheureux David a joui de sa raison jusqu'à son dernier moment. Ses adieux à sa femme et à ses trois enfants en bas âge, ainsi qu'à ses nombreux amis l'entourant en ce moment suprême, ont été, dit-on, ou ne peut plus déchirants.

«Approchez-vous de moi sans crainte, leur disait-il; quoique enragé, je ne vous mordrai pas, je vous l'assure, mes amis.» En effet, dans ses rares moments de calme, il a embrassé plusieurs fois sa femme et ses enfants.

Tous les secours des médecins ont été inutiles.

A la suite de ce déplorable accident, tous les chiens de la commune des Nans ont été abattus.

Jeudi, vers cinq heures du matin, une secousse de tremblement de terre s'est fait ressentir à Lons-le-Saunier.

M. Victor Hugo s'est présenté hier matin au club central des artistes dramatiques, qui tient ses séances permanentes au passage Verdeau. Là le grand poète a, dans une admirable profession de foi, captivé pendant une grande heure l'attention des auditeurs dont il venait solliciter les suffrages qui doivent lui ouvrir les portes de l'Assemblée constituante. «Cette fois, a dit l'auteur de *Ruy-Blas* et d'*Hernani*, je ne dis plus que j'accepterai le mandat s'il m'est décerné, je viens déclarer que je crois remplir un devoir en le sollicitant.»

Parmi les personnes arrêtées se trouve M. Crevat, ex-commissaire général à Troyes.

Ceux qui pensent que M. Guizot et le dernier roi des Français vivent d'accord à Londres sont bien mal informés. Depuis qu'il habite la capitale de l'Angleterre, non-seulement M. Guizot n'est pas allé à Claremont rendre une visite à l'ancien maître dont il a beaucoup trop épousé les passions et défendu le système quand il était ministre, mais il a résisté à toutes les obsessions dont il a été l'objet, afin d'adoucir, par ses consolations, de grandes infortunes. M. Guizot paraît animé d'un profond ressentiment envers Louis-Philippe; il le regarde comme le seul auteur de la chute de sa propre dynastie et la ruine de tous ceux qui avaient rattaché leur fortune à la sienne. A cet égard, il fait des confidences; il entre dans des explications qui donnent une faible idée de l'intelligence politique et des sentiments du dernier roi. Dans les mouvements passionnés auxquels il s'abandonne, il s'emporte jusqu'aux expressions du dédain le plus prononcé.

Louis-Philippe a d'abord été fort sensible à l'abandon et aux propos de son ancien ministre, de celui qu'il avait surnommé *l'homme du règne*. Mais, avec cette philosophie qu'une terrible catastrophe n'a pu complètement détruire, il a fini par dire: «C'était depuis longtemps mon avis, et j'y persiste: si l'on exprimait cette carcasse osseuse, il en jaillirait de la suite.» (*La Liberté*.)

On lit dans le *Salut Public* de Lyon:

«Nous assistons depuis deux jours à des choses tellement inqualifiables, que nous nous bornons à les raconter, nous abstenant de toutes réflexions. En apprenant que des individus, compromis dans l'incendie des métiers de M. Bonnet, à Saint-Clair, avaient été arrêtés, la ville de la Croix-Rousse était arrivée à un état de fermentation extraordinaire. Dans la nuit du 17 au 18, une bande de cinq ou six cents individus est venue arrêter dans son domicile le procureur de la République, M. Tabouret, et l'a entraîné à la Croix-Rousse. Hier 18 au matin, M. Tabouret, relâché sur parole, a pu descendre en ville.

L'arrestation de ce magistrat, celle de deux autres agents de police effectuée aussi dans la journée d'hier, n'avaient pour but que d'obtenir, au moyen d'un échange, l'élargissement des prisonniers arrêtés à la suite des violences commises sur les métiers de M. Bonnet. La Croix-Rousse et le club central ont fait signifier leur volonté à M. Martin Bernard qui, de prime abord, a paru décider à résister malgré les paroles d'intimidation qui accompagnaient les conditions proposées. Les menaces des ouvriers n'avaient donc encore produit aucun effet hier 18, à midi; alors la même bande de cinq ou six cents hommes s'est portée vers le Palais de Justice pour réclamer de nouveau la délivrance des prisonniers.

A la nouvelle de cette démonstration, le tambour a battu le rappel, la garde nationale s'est réunie, les troupes sont venues prendre position sur la place de Bellecour, et l'on a cru un instant que force demeurerait à la loi.

A trois heures, M. Martin Bernard, fidèle aux traditions de son prédécesseur, M. Emmanuel Arago, a cédé, et il a envoyé

l'ordre de la mise en liberté des détenus. Ils ont été aussitôt relâchés et ramenés triomphalement à la Croix-Rousse.

Cet acte de condescendance, terme poli, mais au-dessous du vrai, semble ne pas avoir complètement satisfait les ouvriers; ils demandent, dit-on, que les citoyens prévenus d'avoir trempé dans les troubles de Villefranche et d'Oulins, soient aussi relâchés sans jugement.

Ainsi que nous l'avons dit en commençant, nous nous abstenons de toute réflexion; mais nous ne pouvons nous empêcher de protester, au nom de la loi, contre la coupable faiblesse de l'autorité; elle a laissé rabaisser une fois de plus dans ses mains le pouvoir qu'elle tient du peuple; elle a cédé à la force et à la violence quand elle ne devait écouter que la justice! Elle a mal agi, et sa conscience d'abord, la sévérité du Gouvernement ensuite, vengeront sans doute ce déni de justice.

Coupables, les hommes arrêtés devaient être condamnés; innocents, ils devaient être renvoyés: dans l'un et l'autre cas, leur cause devait s'instruire régulièrement.

Du moment où chacun peut se faire justice soi-même, nous tombons dans l'anarchie et nous touchons à la décadence.

Il est quelque chose qui est au-dessus du peuple irrité, du peuple excité et en ébullition, c'est la loi, parce que la loi, c'est le peuple calme, sage et réfléchi; la loi et l'élément viennent toutes les deux du peuple; mais la loi vient et sort de la raison du peuple; l'élément de son ivresse; c'est trahir le peuple tout entier que de ne pas protéger le cours de la loi, que de ne pas sauvegarder son action tutélaire.

Séance d'aujourd'hui.

La séance a été aujourd'hui en grande partie occupée par la discussion d'une proposition ayant pour objet d'exempter les centimes additionnels de l'impôt de 45 centimes.

Nous avons vu le moment où le ministre des finances allait être mis dans l'obligation de restituer aux contribuables les contributions par eux acquittées. L'impôt de 45 cent. a été déclaré injuste en principe et a été fortement défendu par le ministre des finances. Son incapacité a été déplorablement mise en évidence. L'Assemblée a fini par adopter les conclusions de sa commission qui tendaient au rejet de la proposition.

Demain, interpellation sur la Pologne.

## ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 22 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. SÉNART.

La séance est ouverte à une heure.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. Beaumont (de la Somme) présente le rapport de l'élection faite par le département de la Haute-Vienne.

M. BEAUMONT (de la Somme). Citoyen, les élections de la Haute-Vienne étaient terminées; on avait procédé au dépouillement des votes du département; on allait procéder à celui des votes de l'armée, lorsqu'une foule d'insurgés se précipita dans le local où se faisait cette opération et détruisit les votes de l'armée. Les votes du département ont été envoyés au ministre de l'intérieur.

Nous nous sommes adressés aux chefs de corps pour obtenir le résultat des votes de leurs régiments respectifs. Nous avons reçu pour réponse que toute trace de ces élections avait disparu.

Tous les représentants de la Haute-Vienne, ayant été nommés à une majorité considérable, que les votes de l'armée n'auraient pu modifier, ont été admis par l'Assemblée.

L'élection de M. Corally a seule donné lieu à un plus ample examen. Mais cet examen fait, la Commission conclut à l'admission de M. Corally comme représentant de la Haute-Vienne. En agir autrement, ce serait donner gain de cause à l'ennemi.

Ces conclusions sont adoptées; M. Corally est proclamé représentant de la Haute-Vienne.

M. Turck a la parole pour le développement d'une proposition.

M. Turck propose l'établissement d'une banque nationale hypothécaire destinée au soulagement du commerce et de l'agriculture. Ce projet ordonne la création de billets hypothécaires qui auront cours légal. Ils seront émis à Paris mais porteront le timbre de l'arrondissement pour lequel ils seront émis.

Tout propriétaire, en envoyant l'état de ses immeubles, pourra emprunter sur ces immeubles, jusqu'à concurrence de 5,5 de la valeur de la propriété.

L'emprunteur payera un intérêt de 3 1/2 p. 0,0 au receveur de l'enregistrement.

Tous les cinq ans il sera procédé à une nouvelle estimation de l'immeuble.

La dégradation civique punira l'emprunteur frauduleux.

Pris en considération, le projet est renvoyé aux comités des finances, de l'agriculture et de législation.

M. Bouille Delacuse donne lecture d'un projet ayant pour but l'établissement d'une banque nationale fondée, émettant des billets garantis sur la valeur des immeubles.

La proposition sera développée ultérieurement.

M. Considérant demande que tous les projets sur une même matière identique soient renvoyés de droit aux mêmes comités.



M. le président fait observer que le règlement s'oppose ce renvoi de droit; seulement les auteurs de ces projets devront s'entendre pour un renvoi commun.

M. le ministre des finances demande le renvoi au comité des finances des 400 projets qui lui ont été présentés sur la même matière.

M. Huot (du Jura) développe une proposition relative à l'élection des corps municipaux.

La proposition a pour objet de substituer le suffrage universel au mode d'élection établi par la loi municipale de 1831. Il y a en ce moment anarchie et désordre dans la matière municipale.

Il faut mettre la loi municipale en harmonie avec le nouvel ordre de choses, et procéder à de nouvelles élections municipales.

La nomination des anciens serait laissée aux citoyens; seraient électeurs et éligibles tous les habitants domiciliés.

L'Assemblée prend la proposition en considération.

Elle est renvoyée au comité d'administration départementale et municipale.

M. Pleignard développe sa proposition tendante à régler le mode à suivre pour discuter le projet de constitution.

M. PLEIGNARD. Citoyens, aucun projet de constitution ne nous a été proposé par le Gouvernement. Il en devait être ainsi; mais il est à craindre qu'il ne surgisse un grand nombre de projets, qui jetteront le désordre dans la discussion et l'éterniseront. Je demande que le projet de constitution qui servira de base aux débats de la commission soit imprimé et distribué à tous les membres de l'Assemblée; et que chaque bureau soit appelé à se faire représenter dans cette commission. La discussion préliminaire des bureaux permettra à beaucoup d'hommes compétents, mais modestes, d'admettre leurs idées. Les délégués des bureaux entendus, la commission délibérera seule.

M. Coquerel demande l'ajournement de la proposition.

L'ajournement est rejeté. La proposition est prise en considération; elle sera discutée ultérieurement.

M. Deslongrais présente, au nom de la Commission des finances, son rapport sur l'impôt de 45 centimes.

Cette proposition demande que cet impôt ne porte pas sur les centimes additionnels.

Cet impôt, quand il a été décrété était indispensable. Il y aurait inconvénient à le rapporter. Ce serait une injustice vis-à-vis de ceux qui l'ont acquitté. Né de la nécessité, il finit avec elle. La Commission propose le rejet de la proposition.

M. Larivière défend la proposition. Le décret est injuste. Les localités, les villes qui avaient fait acte de patriotisme qui avaient fait de grands sacrifices pour venir en aide aux classes laborieuses, sont justement celles sur qui a pesé le plus lourdement le nouvel impôt. L'orateur insiste pour que cet impôt ne porte que sur le principal.

M. Maynard présente un amendement à la proposition. Il consiste à réduire l'impôt de 45 cent., d'abord au principal des quatre contributions, puis aux centimes généraux et aux centimes votés pour le fonds commun.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. Je demande à l'Assemblée de voter les conclusions de la commission. Ce n'est qu'en cédant à une raison suprême que le gouvernement a ordonné cet impôt; cette nécessité est aujourd'hui plus urgente que jamais.

Déjà 45 millions sont perçus sur l'impôt des 45 cent. Voulez-vous qu'on restitue aux contribuables ce qu'ils ont payé. C'est au nom de l'urgence que l'impôt a été établi; c'est au nom de l'urgence que j'en demande le maintien.

M. Lempereur fait observer que l'objection qu'on vient de présenter n'est pas fondée. Il sera facile de tenir compte aux contribuables pour l'exercice de 1849, de ce qu'ils ont déjà payé. Il présente un amendement dans ce sens.

M. le Rapporteur combat cet amendement.

Craignez, dit-il, de jeter la perturbation dans nos finances. Il faut pourvoir à de grandes nécessités du trésor; je supplie l'Assemblée de ne pas faire son premier pas, en matière de finances, par une hérésie financière.

M. Gillon annonce qu'il va examiner s'il y a injustice dans l'impôt des 45 c. et si cette injustice était nécessaire.

Rappelé à la question de l'amendement, il déclare que l'impôt sur les centimes additionnels, c'est l'impôt sur la gêne et la misère.

Le moyen de créer des ennemis à la République c'est de maintenir un impôt injuste. La République ne doit pas débiter par une injustice.

M. Perrée appuie l'amendement, et s'étonne qu'une question d'expédition ait été opposée à une question de justice.

M. Luneau est encore entendu.

M. Lefranc demande que la question de restitution soit renvoyée au budget de 1849.

M. Lefranc justifie sa proposition qui a pour but d'épargner toute perturbation à notre situation financière.

M. le ministre des finances supplie de nouveau l'Assemblée de voter purement et simplement les conclusions de la commission. Dans quelques mois notre situation financière s'améliorera, mais à une condition, c'est que l'Assemblée prêter au Gouvernement la force dont il a besoin.

UN MEMBRE. Il est étrange que, tout en reconnaissant que l'impôt est injuste, on veuille, sous prétexte d'urgence, obliger l'Assemblée à sanctionner une injustice. L'insiste pour l'adoption de l'amendement. (On demande la clôture.)

La clôture est adoptée.

Une discussion confuse s'engage sur la position de la question.

L'amendement de M. Lefranc, sous amendé par M. Perrier, est rejeté. L'amendement de M. Lempereur est pareillement rejeté.

Les conclusions de la Commission sont adoptées. La proposition primitive se trouve ainsi rejetée. Ce résultat est suivi d'une certaine agitation.

M. Trélat, ministre des travaux publics, demande d'urgence un vote de l'Assemblée sur le projet de crédit de 5 millions qu'il a présenté pour les ateliers nationaux.

Un membre propose que la commission des finances présente, dans une heure, son rapport sur la proposition.

M. Laërosse et M. Luneau demandent le vote immédiat d'un crédit de 4 millions, attendu l'urgence.

L'Assemblée décrète qu'il y a urgence.

Le vote de 4 millions est adopté;

L'Assemblée adopte le renvoi au comité des finances de l'exposé des motifs et du projet inséré au *Moniteur*, sur le rachat des chemins de fer.

L'Assemblée ordonne aussi le renvoi au comité d'administration départementale et communale, d'un projet de loi relatif à des impositions locales.

M. Degeorges, représentant du Pas-de-Calais, propose le vote d'urgence des sommes destinées à créer des ateliers de travail dans 55 départements. Il demande que les départements soient autorisés à s'imposer extraordinairement. Il y a urgence; car dans les départements, la tranquillité publique est gravement menacée.

UN MEMBRE. Je demande que l'Assemblée attende le travail promis au sujet des ateliers nationaux, par le ministre des finances.

L'Assemblée décide qu'il y a urgence.

M. Jules Favre présente une pétition des artistes peintres. Renvoi au comité des beaux-arts.

L'ordre du jour de demain est l'interpellation sur les affaires de Pologne.

L'Assemblée s'ajourne à demain à une heure.

La séance est levée à cinq heures.

#### Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux réunions et associations armées.

Les citoyens :	
1 <sup>er</sup> BUREAU.	Lefranc (Victor).
2 <sup>e</sup> —	Taschereau.
3 <sup>e</sup> —	Baroche.
4 <sup>e</sup> —	Woirhaye.
5 <sup>e</sup> —	De Beaumont (Somme).
6 <sup>e</sup> —	Nachet.
7 <sup>e</sup> —	Nogué.
8 <sup>e</sup> —	Douesnel.
9 <sup>e</sup> —	Lignier.
10 <sup>e</sup> —	Leroux (Emile) (de l'Oise).
11 <sup>e</sup> —	Jullien.
12 <sup>e</sup> —	Bidault.
13 <sup>e</sup> —	Roger.
14 <sup>e</sup> —	Vieillard.
15 <sup>e</sup> —	Pérignon.
16 <sup>e</sup> —	Dornès.
17 <sup>e</sup> —	Denjoy.
18 <sup>e</sup> —	Hingray.

#### Commission chargée d'examiner le projet de décret tendant à interdire le territoire de la France et de ses colonies à Louis-Philippe et à sa famille.

Les Citoyens :	
1 <sup>er</sup> BUREAU.	Altaroche.
2 <sup>e</sup> —	Bourbeau.
3 <sup>e</sup> —	Babaud-Larivière.
4 <sup>e</sup> —	Woirhaye.
5 <sup>e</sup> —	Isambert.
6 <sup>e</sup> —	Duvivier (le général).
7 <sup>e</sup> —	Nogué.
8 <sup>e</sup> —	Mathieu (Drôme).
9 <sup>e</sup> —	Sarrut (Germain).
10 <sup>e</sup> —	Emile Leroux (de l'Oise).
11 <sup>e</sup> —	Auberger.
12 <sup>e</sup> —	Bidault.
13 <sup>e</sup> —	Richard (Jules).
14 <sup>e</sup> —	Maurat-Ballange.
15 <sup>e</sup> —	Marchal.
16 <sup>e</sup> —	Dornès.
17 <sup>e</sup> —	Conti.
18 <sup>e</sup> —	Ceyras.

#### Commission chargée d'examiner le projet de décret tendant à ouvrir au Ministère des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1848, divers crédits pour des travaux d'utilité publique.

Les Citoyens :	
1 <sup>er</sup> BUREAU.	Lefort-Gonssollin.
2 <sup>e</sup> —	Tourret.
3 <sup>e</sup> —	Berger.
4 <sup>e</sup> —	Corne.
5 <sup>e</sup> —	Freslon.
6 <sup>e</sup> —	Tendret.
7 <sup>e</sup> —	Ploque.
8 <sup>e</sup> —	Luneau.
9 <sup>e</sup> —	Etienne.
10 <sup>e</sup> —	Favart.
11 <sup>e</sup> —	Ducos.
12 <sup>e</sup> —	Gatien-Arnoult.
13 <sup>e</sup> —	Guerrin.
14 <sup>e</sup> —	Beslay.
15 <sup>e</sup> —	Bérard.
16 <sup>e</sup> —	Berryer.
17 <sup>e</sup> —	De Grammont.
18 <sup>e</sup> —	Fourneyron.

Le P. Lacordaire a adressé la lettre suivante aux électeurs des Bouches-du-Rhône :

« Paris, 19 mai 1848.

« Messieurs,

« J'ai quitté hier le siège de représentant dont vous m'aviez confié la garde et l'honneur; je vous le rends après l'avoir occupé quinze jours et sans y avoir rien fait de ce que vous attendiez de moi. Ma lettre au président de l'Assemblée nationale vous aura déjà instruits des motifs de ma retraite; mais il m'est impossible de ne pas vous les exposer plus longuement, à vous qui m'avez choisi, à vous qui m'avez donné la plus haute marque d'estime qu'il était en votre pouvoir de me donner. Vous comptiez sur moi et je vous ai fait défaut; vous espériez dans ma parole, et c'est à peine si je suis monté à la tribune; vous vous reposiez sur mon courage, et je n'ai couru aucun péril: comment n'auriez-vous pas le droit de m'interroger, et ne sentirais-je pas le besoin de prévenir la douleur de vos questions?

« Il y avait en moi deux hommes: le religieux et le citoyen. Leur séparation était impossible; il fallait que tous deux, dans l'unité de ma personne, fussent dignes l'un de l'autre, et que jamais l'action du citoyen ne causât quelque peine à la conscience du religieux. Or, à mesure que j'avais dans une carrière si nouvelle pour moi, je voyais les partis et les passions se dessiner plus clairement. En vain faisais-je effort pour me tenir dans une ligne supérieure à leurs agitations; l'équilibre me manquait malgré moi. Bientôt je compris que, dans une assemblée politique, l'impartialité condamnait à l'impuissance et à l'isolement; qu'il fallait choisir son camp et s'y jeter à corps perdu. Je ne pus m'y résoudre. Ma retraite était dès lors inévitable, et je l'ai accomplie.

« Dieu sait, messieurs, que votre pensée est ce qui a combattu davantage ma résolution. Je craignais de vous attrister; je me reprochais de briser d'une manière si rapide et si imprévue des liens que j'avais contractés avec tant de bonheur.

« Ma seule consolation est de penser que dans les très-courts actes de ma vie politique, j'ai suivi l'inspiration d'une conscience qui répond à la vôtre. Elu sans l'avoir recherché, j'ai accepté par dévouement, j'ai siégé sans passion, je me suis retiré par crainte de ne plus être ce que je devais rester toujours devant Dieu et devant vous. Ma démission, comme mon acceptation, est un hommage que je vous ai rendu.

« Veuillez agréer, messieurs, ces explications imparfaites sans doute, mais que je crois suffisantes pour être entendues de vous avec indulgence. Privé de la gloire de vous représenter dans l'Assemblée nationale, je crois encore vous représenter par ma foi et mon patriotisme, et aussi par l'affection respectueuse que je vous conserverai toute ma vie.

« J'ai l'honneur d'être dans ces sentiments impérissables, messieurs, votre très-humble et très-dévoué concitoyen,

« Le P. LACORDAIRE. »

Le troisième jour des courses de Versailles a été signalé, aujourd'hui, par un terrible événement. Trois chevaux, sur treize qui couraient, ont été éfrayés par un chien qui s'est élançé dans l'arène. Un des jockeys de M. de Beauvau, qui montait *Lionblou*, a reçu deux coups de pieds, dont un lui a brisé la clavicule de l'épaule droite, et l'autre l'a frappé entre les deux yeux. On l'a emporté mourant.

#### Bourse de Paris du 22 Mai.

FONDS FRANÇAIS.			
5 0/0.....	47 50	5 0/0.....	69 50
4 ..... 53 50		Banque de France.....	1375 »
4 1/2.....		Oblig. de la ville de Paris..	1085 »
CHEMINS DE FER.			
Saint-Germain.....	»	Fampoux à Hazebrouck.....	»
Obligations anc.....	»	Avignon à Marseille.....	237 50
— nouv.....	»	Strasbourg à Bâle.....	97 50
Versailles (rive droite).....	125	Obligations.....	»
Obligations anc.....	»	Mulhouse à Thann.....	»
— nouv.....	»	Bordeaux à la Teste.....	»
Versailles (rive gauche).....	103 75	Montpellier à Cette.....	»
Paris à Orléans.....	563	Cette à Bordeaux.....	»
Obligations.....	»	Paris à Sceaux.....	»
Orléans à Bordeaux.....	400	Montereau à Troyes.....	120 »
à Vierzon.....	277 50	Amiens à Boulogne.....	»
Paris à Rouen.....	420	Dieppe à Fécamp.....	»
Obligations.....	»	Paris à Lyon.....	307 50
Rouen au Havre.....	220	Tours à Nantes.....	337 50
Obligations.....	»	Paris à Strasbourg.....	333 75
Nord.....	562 50	Andrézieux à Roanne.....	»
CANAUX.			
Quatre Canaux.....	775	Canal de Bourgogne.....	»
Jouissance.....	»	Jouissance.....	»
Trois Canaux.....	»	Canal de la Sambre.....	»

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHWARTZ, rue d'Erfurt, 1.